



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/41/703

S/18395

13 octobre 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

**ASSEMBLEE GENERALE**

Quarante et unième session

Points 19, 24, 25, 26, 28, 29, 32, 33,

34, 35, 36, 37, 38, 40, 43, 45, 47,

48, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 56, 57,

59, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69,

70, 71, 74, 75, 79, 81, 107 et

108 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR

L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX

PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

AGRESSION ARMEE ISRAELIENNE CONTRE LES

INSTALLATIONS NUCLEAIRES IRAQUIENNES

ET SES GRAVES CONSEQUENCES POUR LE

SYSTEME INTERNATIONAL ETABLI EN CE

QUI CONCERNE LES UTILISATIONS

PACIFIQUES DE L'ENERGIE NUCLEAIRE,

LA NON-PROLIFERATION DES ARMES

NUCLEAIRES ET LA PAIX ET LA SECURITE

INTERNATIONALES

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES

CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA

SECURITE INTERNATIONALES

QUESTION DES ILES FALKLAND (MALVINAS)

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE

DROIT DE LA MER

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT

SUD-AFRICAIN

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LA

PROMOTION DE LA COOPERATION

INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DES

UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ENERGIE

NUCLEAIRE

QUESTION DE PALESTINE

QUESTION DE NAMIBIE

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT

ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

**CONSEIL DE SECURITE**

Quarante et unième année

OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES SUR LA  
COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
QUESTION DE CHYPRE  
CONSEQUENCES DE LA PROLONGATION DU CONFLIT  
ARME ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ  
CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS  
EXPERIMENTALES NUCLEAIRES  
NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE  
D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS  
NUCLEAIRES  
CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES  
NUCLEAIRES DANS LA REGION DU  
MOYEN-ORIENT  
CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES  
NUCLEAIRES EN ASIE DU SUD  
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA  
LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES  
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ETRE  
CONSIDEREES COMME PRODUISANT DES  
EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU  
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION  
CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX  
EFFICACES SUR LE RENFORCEMENT DE LA  
SECURITE DES ETATS NON DOTES D'ARMES  
NUCLEAIRES CONTRE L'UTILISATION OU  
LA MENACE DE L'UTILISATION DES ARMES  
NUCLEAIRES  
CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX  
EFFICACES POUR GARANTIR LES ETATS  
NON DOTES D'ARMES NUCLEAIRES CONTRE  
L'UTILISATION OU LA MENACE DE  
L'UTILISATION DES ARMES NUCLEAIRES  
APPLICATION DE LA RESOLUTION 40/88 DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A  
LA CESSATION IMMEDIATE ET A  
L'INTERDICTION DES ESSAIS D'ARMES  
NUCLEAIRES  
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LA  
DENUCLEARISATION DE L'AFRIQUE  
INTERDICTION DE LA MISE AU POINT ET DE  
LA FABRICATION DE NOUVEAUX TYPES  
D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ET DE  
NOUVEAUX SYSTEMES DE TELLES ARMES  
ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES  
(BIOLOGIQUES)  
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET  
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE  
CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION  
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE  
GENERALE

EXAMEN DE L'APPLICATION DES  
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS  
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLEE  
GENERALE A SA DIXIEME SESSION  
EXTRAORDINAIRE  
RELATION ENTRE LE DESARMEMENT ET LE  
DEVELOPPEMENT  
QUESTION DE L'ANTARCTIQUE  
RENFORCEMENT DE LA SECURITE ET DE LA  
COOPERATION DANS LA REGION DE LA  
MEDITERRANEE  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION  
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE  
INTERNATIONALE  
APPLICATION DES DISPOSITIONS DE SECURITE  
COLLECTIVE DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES  
POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA  
SECURITE INTERNATIONALES  
EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS  
RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER  
SUR LES PRATIQUES ISRAELIENNES AFFECTANT  
LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION  
DES TERRITOIRES OCCUPES  
QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION  
OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES  
NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE  
PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT  
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE  
INTERNATIONALE  
FORMATION ET RECHERCHE  
PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION  
DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE  
MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS  
PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS  
DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Note verbale datée du 9 octobre 1986, adressée au Secrétaire  
général par la Mission permanente du zimbabwe auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République du zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de lui transmettre le texte du communiqué final adopté par la Réunion des ministres et chefs de délégation des pays non alignés à la quarante et unième session de l'Assemblée générale; elle lui serait obligée de bien vouloir le faire distribuer aux Etats Membres comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 19, 24, 25, 26, 28, 29, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 43, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 74, 75, 79, 81, 107 et 108 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

ANNEXE

Communiqué final de la Réunion des ministres et chefs de délégation  
des pays non alignés à la quarante et unième session de l'Assemblée  
générale des Nations Unies, tenue le 2 octobre 1986 à New York

Les ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des pays non alignés à la quarante et unième session de l'Assemblée générale se sont réunis le 2 octobre 1986, à New York, pour examiner les mesures qu'ils pourraient prendre au sujet des questions présentant un intérêt particulier pour ces pays, dont l'Assemblée générale était saisie à la présente session.

Ils ont réaffirmé leur position de principe, à savoir qu'ils demeuraient fidèles aux principes et objectifs initiaux du non-alignement, tels qu'énoncés dans les déclarations publiées depuis 1961 à l'issue des divers sommets des pays non alignés. Ils ont réaffirmé qu'ils étaient résolus à maintenir l'esprit et la solidarité du Mouvement des pays non alignés. A ce sujet, ils ont rappelé que la huitième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Harare (Zimbabwe) du 1er au 7 septembre 1986, avait procédé à une analyse et à une évaluation approfondies de la situation politique et économique actuelle et adopté des déclarations globales orientées vers l'action. Les ministres et chefs de délégation ont réaffirmé qu'il était indispensable que les pays non alignés prennent les mesures nécessaires pour promouvoir l'application des décisions figurant dans les déclarations politique et économique et le programme d'action adoptés au Sommet de Harare (voir A/41/697-S/18392, annexe).

Les participants ont réaffirmé l'attachement des pays non alignés aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et pleinement reconnu la nécessité d'appuyer et de renforcer l'Organisation mondiale afin qu'elle puisse s'acquitter efficacement de son rôle central en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité, le développement et le renforcement de la coopération entre les nations, l'instauration de relations économiques équitables entre les Etats et la promotion des libertés et droits fondamentaux dans le monde. Ils ont réaffirmé qu'ils étaient résolus à jouer un rôle actif au sein de cette instance aux fins de contribuer à la réalisation des buts et objectifs du Mouvement.

Les ministres ont exprimé leur satisfaction devant le fait que la majorité écrasante des orateurs qui avaient pris part au débat général de la quarante et unième session de l'Assemblée générale étaient en faveur de la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Ils ont réaffirmé que la Conférence contribuerait pour une large part au règlement pacifique du conflit israélo-arabe et aiderait à rétablir la stabilité dans la région.

Les ministres et chefs de délégation ont rappelé avec satisfaction l'heureuse conclusion de la quatorzième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la question de Namibie, qui a eu lieu à New York du 17 au 20 septembre 1986. Ils ont noté avec satisfaction que plusieurs ministres des affaires étrangères de pays non alignés, y compris certains désignés par le Sommet de Harare, avaient participé personnellement au débat et réaffirmé que le Mouvement exigeait l'application immédiate et inconditionnelle de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, sans retard, modification ou équivoque. Ils ont également lancé un nouvel appel

à la communauté internationale, lui demandant d'accorder une aide accrue et soutenue, dans tous les domaines, y compris financier et militaire, à la South West Africa People's Organization (SWAPO), pour l'aider à intensifier la lutte armée qu'elle mène en vue de la libération de la Namibie.

Les ministres et chefs de délégation ont exhorté le Conseil de sécurité à adopter et à appliquer des sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans la résolution 14/1 qu'elle a adoptée à sa quatorzième session extraordinaire sur la question de Namibie, le 20 septembre 1986.

Les participants se sont félicités du fait que le Président des Etats-Unis et le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique avaient décidé de se rencontrer à Reykjavik (Islande), les 10 et 11 octobre 1986. A ce sujet, ils ont exhorté les deux dirigeants à poursuivre résolument les objectifs qu'ils s'étaient fixés lors de leur réunion de Genève, en novembre 1985, et, conformément à l'appel lancé par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés à Harare, à tenir compte dans leurs négociations non seulement de leurs propres intérêts mais également des intérêts vitaux de tous les peuples. Les participants ont exprimé l'espoir que le sommet de Reykjavik permettrait d'obtenir des résultats substantiels dans tous les domaines examinés, et notamment dans le domaine crucial du désarmement nucléaire.

Les ministres et chefs de délégation ont décidé que les pays non alignés agiraient en étroite coopération concernant toutes les questions inscrites à l'ordre du jour de la quarante et unième session de l'Assemblée générale présentant un intérêt particulier pour le Mouvement, conformément aux principes et objectifs du non-alignement. A ce sujet, ils ont rappelé que la huitième Conférence au sommet avait notamment décidé de demander au Bureau de coordination d'intensifier ses efforts en vue de renforcer les mesures de coordination et de coopération mutuelle, en ce qui concerne notamment une action unifiée à l'ONU et dans les autres instances internationales. Les ministres et chefs de délégation ont en outre décidé de renouveler le mandat des groupes de travail, de contact et de rédaction s'agissant de diverses questions de l'ordre du jour de la quarante et unième session de l'Assemblée générale.

Les ministres et chefs de délégation se sont félicités de l'offre du Gouvernement guyanais d'accueillir la Réunion spéciale du Bureau de coordination, comme indiqué au paragraphe 243 de la Déclaration de Luanda, dont la date sera fixée dans un proche avenir, sous réserve des consultations du Bureau.

-----